

Affaire Reyniers

# LA STRATEGIE DE LA RUMEUR

Les enquêtes sur les malversations reprochées au commissaire en chef de la PJ de Bruxelles ont pris une tournure internationale. Elles ennuient très fortement la Suisse et l'Allemagne.

On n'a pas fini de parler de l'affaire Reyniers. Pour rappel, le commissaire en chef de la PJ de Bruxelles, est suspendu de ses fonctions sur décision du ministre de la justice, depuis le 23 mars 1990. Il est aussi inculpé par le juge d'instruction, Bruno Bulthe, de faux et usage de faux.

En cause, les relations trop suivies du "Frans" avec certains de ses informateurs. Tels par exemple, Noël Gilissen et Fred Klee, des limbourgeois impliqués dans des magouilles visant à frauder sur une grande échelle la TVA. En cause également, la très proche amitié du premier flic du pays avec la jolie Sonia Camps qui, il est vrai, recevait bien d'autres policiers bruxellois dans son penitencier de la banlieue bruxelloise. "Victime" des enquêtes sur Reyniers, Sonia-Rosalie a été inculpée de faux et usage de faux en juin dernier. Après un bref passage en prison comme au demeurant Reyniers, Klee et Gilissen elle s'est plus ou moins retirée de la "vie publique" et coule actuellement des jours heureux en compagnie de... Noël Gilissen.

Rapidement, l'affaire Reyniers a pris par ailleurs une dimension internationale. Il se fait que Gilissen est aussi très proche du commissaire du BKA (Bundeskriminalamt) allemand, Hans-Georg Haupt. Au début de l'affaire Reyniers, Haupt a même fait le déplacement jusqu'à Bruxelles pour affirmer à un confrère du "Soir" que la 2

presse belge avait tort de s'en prendre à Gilissen. Quelques jours plus tard, on s'est rendu compte que Haupt était actionnaire d'une boîte à putes sur la route de Louvain avec le beau-frère de Gilissen, Marco Saelen.

Par la suite, d'autres "liens" allemands du commissaire

Reyniers ont été mis en évidence. A savoir ceux qui le liaient au détective privé allemand, Werner Mauss. Cet homme qui affirme souvent qu'il se "sent comme un poisson dans l'eau du crime organisé" s'est promené pendant plusieurs années dans les locaux de la PJ de Bruxelles comme s'il était dans sa seconde résidence.

Mauss est aussi un collaborateur de longue date du BND (Bundes Nachrichten Dienst), les services secrets allemands avec lesquels il a notamment contribué à l'arrestation de terroristes de la "Fraction Armée Rouge". On retrouve aussi la trace de Mauss dans la fameuse histoire des fûts de dioxine de Seveso, retrouvés in extremis en 1983.

## STOCK D'OR

Avec Reyniers, Werner Mauss est impliqué dans une rocombolesque "récupération" d'un mystérieux stock d'or sur l'aéroport de Genève, en septembre 1984. Une affaire dans laquelle apparaît également le "super-flic" suisse, Louis Demartin. Ce cop's de Reyniers est lui aussi suspendu et une information judiciaire est ouverte contre lui à Genève.

La cité calviniste a semble-t-il été l'objet de beaucoup d'intérêts pour Reyniers et ses amis. C'est là notamment que les enquêteurs ont trouvé une villa louée par Werner Mauss, tandis que l'abonnement de téléphone était assumé par l'épouse de Reyniers.

Par ailleurs, le détective allemand est le premier suspect dans l'enquête récemment réactivée à Genève sur le meurtre du politicien allemand Uwe Barschel, en 1987. Dans cette ville, Werner Mauss entretenait également des contacts avec le libanais Halli Hijazi, dont le nom a été cité en Italie dans

le dossier Nater-Wampfler, soit un attentat à l'explosif (1 mort) commis en novembre 1987 sur l'archipel de Tremiti (côte adriatique). Cette affaire qui a beaucoup intéressé la DST française tend à démontrer l'existence d'un réseau terroriste pro-lybien très actif à l'époque en Suisse. Un réseau auquel participaient un autre libanais, Hassan Dib et... Ali Hijazi.

En 1988, on retrouvera encore le tandem Mauss-Hijazi dans des négociations visant à faire libérer les otages belges du Liban. A l'époque, c'était Frans Reyniers qui avait recommandé ces deux personnes à la Sûreté belge. Grâce à cette intervention et malgré qu'il fut repertorié par les services secrets occidentaux comme informateur douteux, Hijazi a reçu à l'époque un passeport de complaisance des autorités belges. Un document qui lui avait remis dans la chambre d'un hôtel de la cité du lac Léman... par Elisabeth Reyniers, la fille du commissaire. Finalement toutes ces tractations sur les otages belges n'ont abouti nulle part. On tend à s'en féliciter, dans la mesure où, en octobre 1987, une précédente opération Mauss-Hijazi - cette-fois pour libérer des otages allemands au Liban - avait non seulement échoué, mais avait vu aussi s'envoler dans la nature quelques 30 millions de DM... Pour être complet, rappelons enfin que le duo Mauss-Reyniers est aussi mouillé



Sonia Camps a été la première à parler d'un complot politique contre Reyniers  
Libertés

monté  
Hanov  
pénisic  
mands

"CON

Certai  
mis à  
Reyni  
avec p  
coup  
à en c  
res b  
maint  
big-bc  
clair  
compl  
minist  
thèse  
par S  
1990  
Elle e  
auto  
comr  
des  
envoy  
vemb  
ment  
il y  
Com  
confir  
mém  
sion  
vieille  
trouv  
où d  
de cu  
saler  
étran  
dra b  
trava  
pour  
de s  
de l'i

RETI

"Libe  
ser d  
de ri  
blant  
tère  
pliqu  
du m  
devoi  
par li  
rogat  
genre  
querr  
laque  
siten  
qu'ai  
parq  
tructi  
y refl

Par  
ner c  
phon  
rendi  
de n  
que l

monté contre un bijoutier de Hanovre qui a causé la suspension de huit policiers allemands.

## "COMPLIT"

Certains journaux se sont mis à reparler de l'affaire Reyniers, ces derniers jours, avec parfois, il est vrai, beaucoup d'approximations. Ainsi à en croire l'un de nos confrères bruxellois, on détient maintenant la preuve que le big-boss de la Police judiciaire est victime d'un complot politique ourdi par le ministère de la Justice. Une thèse qui était déjà avancée par Sonia Camps, en mai 1990.

Elle est cette fois construite autour du fait qu'une commission rogatoire - soit des devoirs d'enquêtes - envoyée en Suisse, en novembre dernier vient seulement de revenir en Belgique, il y a quelques jours. Commentaire de notre confrère : "Curieux tout de même, que cette commission rogatoire internationale vieille de quatre mois soit retrouvée le jour, précisément, où des articles s'inquiétant de curieuses lenteurs paraissent dans la presse! Une étrange coïncidence qu'il faudra bien expliquer un jour, un travail auquel le juge Bulthé pourrait, d'ailleurs, décider de s'atteler avant la clôture de l'instruction!".

## RETARDS

"Libertés" s'est donc proposé d'apporter des éléments de réponse à cette "troublante" révélation. Au ministère de la justice, on nous explique d'abord que le cabinet du ministre n'a que faire des devoirs d'enquête demandés par la voie des commissions rogatoires à l'étranger. Ce genre d'affaire concerne uniquement l'administration par laquelle les documents transitent automatiquement jusqu'au parquet général, et du parquet général au juge d'instruction chargé de l'enquête y relative.

Par ailleurs, il suffit de donner quelques coups de téléphone en Suisse, pour se rendre compte qu'il n'y a rien de mystérieux dans le fait que les documents ne soient



Frans Reyniers a notamment enquêté sur l'enlèvement VDB

Isopress

arrivés que récemment entre les mains du juge Bulthé.

A Genève, nous avons contacté le juge d'instruction Christine Sordet, qui était chargée de répondre aux devoirs d'enquêtes demandés par son confrère bruxellois. "Il n'est pas étonnant que la Belgique n'ait reçu que très récemment les documents relatifs à l'affaire Reyniers" nous dit-elle, "vu que je les ai moi-même envoyés, il y a quelques jours à peine. Il est vrai que les devoirs en question ont mis un certain temps à être effectués mais il y a eu certains retards...". Tenue au secret de fonction, Mme Sordet ne peut évidemment en dire plus, mais ses déclarations mettent à plat, l'éventualité du blocage au ministère de la Justice belge ou du

Parquet général.

Par ailleurs, Bernard Bertossa, le procureur général du canton de Genève nous explique que "quatre mois, ce n'est vraiment pas très long pour répondre à une commission rogatoire. Il suffit par exemple d'un retard d'une banque dans l'exécution d'une demande de vérification d'un compte bancaire pour perdre beaucoup de temps. De plus, on n'est pas sans ignorer que les procédures en Suisse mettent un certain temps à se mettre en branle. Ainsi une demande comme celle qui a été faite sur les prolongements dans notre pays de l'affaire Reyniers doit passer d'abord par l'office fédéral de Berne avant d'arriver à Genève. Et au retour, on doit suivre la

même voie".

Toujours est-il que l'affaire Reyniers, devenue l'affaire Demartin à Genève, crée un malaise certain au bord du lac Léman. "C'est une affaire gênante dans la mesure où le suspect principal, Louis Demartin, est un très haut fonctionnaire de la police genevoise", nous confirme Jean Noël Cuénod, journaliste à la "Tribune de Genève". "Demartin occupait avant sa suspension le grade d'officier de police et dans sa carrière il a chapeauté plusieurs brigades importantes dans le canton : les stupéfiants, la criminalité, l'ordre public, les moeurs, les mineurs et les vols par effraction. Il faisait partie de l'état-major de la police genevoise".

Mais pour notre confrère suisse, "l'embarras créé par l'affaire Demartin ne devrait pas conduire la justice genevoise à se bloquer. Il y a une réelle volonté du procureur général, Bernard Bertossa, d'aller au fond des choses. C'est lui qui a notamment réactivé l'enquête sur le meurtre de Uwe Barschel, dans lequel l'ombre de Werner Mauss, une relation commune à Reyniers et à Demartin réapparaît. Cela dit, Louis Demartin n'est pas n'importe qui. C'est un type très organisé et il est très difficile de la coincer. La justice manque encore de preuves matérielles et elle reste donc au stade de l'information à ce jour. Pour les journalistes, il est donc difficile de préciser ce qui est reproché dans les détails à Demartin. Tout ce que l'on sait avec certitude, c'est que ses ennuis sont la conséquence de ses liens avec Frans Reyniers et de la bizarre histoire de récupération d'un stock d'or sur l'aéroport de Genève".

Une relative confiance règne donc en Suisse, mais en Allemagne, principalement du côté de Francfort, la justice semble moins prompte à mener son enquête sur ses ripoux éventuels. Comme l'ont expliqué récemment nos confrères du "Morgen", des devoirs d'enquêtes ont été demandés dans ce pays depuis près de dix mois, et on attend toujours leurs résultats. La commission rogatoire avait pour but de vérifier l'identité de la personne ou de la société se trouvant en amont d'un compte de la "Dressner Bank" à Francfort. Entre 1986 et 1990, 1000 DM par mois - ce qui correspond à environ 20.000 francs belges - sont partis de ce compte sur celui de Frans Reyniers. Il y a beaucoup de chance que le compte de la Dressner Bank qui alimentait aussi celui de Louis Demartin à Genève - était contrôlé par le détective privé Werner Mauss. Cependant, pour en avoir le coeur net, le juge d'instruction Bulthé devrait pouvoir recevoir les documents de la Dressner Bank. Or, il semblerait que ces documents aient disparu dans l'un des bureaux du parquet général de Francfort.

Michel BOUFFIOUX